

## **Déclaration de la CES sur la Russie**

Adoptée au Comité exécutif des 22-23 mars 2021

---

La CES exprime ses graves inquiétudes quant au non-respect des libertés fondamentales par le Gouvernement russe à la suite de la répression sévère des manifestations.

Les autorités russes ont utilisé la force pour disperser les manifestants et arrêter un nombre record de personnes, dont beaucoup ont été condamnés à des amendes et certains à des arrestations administratives. Des incidents de violence ont été enregistrés. Plusieurs enquêtes ont été ouvertes dans le cadre des manifestations, y compris des enquêtes contre des dizaines de journalistes indépendants qui faisaient simplement leur travail, rapportant les événements au fur et à mesure de leur déroulement, tandis que les perquisitions et l'intimidation des manifestants se poursuivaient.

De nombreux manifestants partageaient les mêmes convictions, demandant l'Etat de droit, des élections démocratiques et la liberté des médias. Ils exprimaient également les mêmes messages et appels à la justice que les syndicats russes réitéraient depuis des années et qui étaient à nouveau répétés dans le contexte de ces événements : inégalités extrêmes et croissantes, limitation de la liberté de rassemblement, d'association et du droit de grève, répartition injuste des richesses, pauvreté croissante et partialité des autorités locales en faveur des élites commerciales.

La CES exprime sa solidarité avec la population et les travailleurs russes, appelle au plein respect des droits de l'Homme et des libertés démocratiques, et demande aux autorités russes de mettre fin à l'intimidation des manifestants qui expriment pacifiquement leurs opinions et des journalistes qui ne font que leur travail. Nous continuons à soutenir ceux qui luttent pour la démocratie et les droits fondamentaux partout où ils sont violés.

Enfin, la CES exprime sa profonde inquiétude quant au fait que la réduction de l'espace démocratique et le non-respect des libertés fondamentales aggravent encore les relations entre l'Union européenne et la Russie, rendant ainsi le contexte géopolitique et économique européen encore plus préjudiciable aux intérêts des travailleurs.